

**GUERRE POPULAIRE POUR LE COMMUNISME!
VIVE LE MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME!**

Organisation 23 mars

Projet de plate-forme pour le mouvement marxiste-léniniste marocain

1975

PRESENTATION

Afin de replacer ce projet dans son contexte historique, de sorte que le lecteur puisse en discuter à partir de données objectives, nous avons estimé nécessaire de présenter les grandes lignes de l'évolution du mouvement marxiste-léniniste marocain.

Pour répondre à l'attente de nombreux militants qui voient la nécessité de faire l'historique du mouvement marxiste-léniniste au Maroc, un bilan critique de l'expérience doit être établi. Nous sommes décidés à le faire dans un proche avenir et nous considérons ce préambule comme un premier pas dans l'accomplissement de cette tâche.

Insurrection de mars 1965 et émergence de la conscience révolutionnaire au Maroc

L'Insurrection du 23 mars 1965 est la première insurrection populaire après « l'indépendance ». Des milliers de jeunes re-

jointes par les masses populaires manifestent dans la plupart des grandes villes. Plus de mille martyrs tombent, les arrestations se généralisent.

C'est dans ce climat de guerre civile que les masses, par leur instinct révolutionnaire, remettent en cause la ligne réformiste parlementaire et la stratégie de «monarchie constitutionnelle».

C'est dans ces conditions d'explosion populaire que les partis bourgeois-nationaux (Istiqlal et Union Nationale des Forces Populaires) trouvent le moyen d'entamer des négociations avec le pouvoir.

Mais parmi les militants avancés de l'U.N.F.P. une brûlante question commence à se poser : Comment est-il possible que nos dirigeants, après le massacre organisé par le pouvoir royal, puissent discuter avec ce dernier de « l'intérêt du peuple »?

Dans des réunions internes du parti, les militants affrontent la direction : Pourquoi avoir négocié ? Quel est le contenu de ces négociations ?

Réponse : « Nous ne pouvons vous dévoiler les secrets du parti ! ».

Les réponses démagogiques des dirigeants, loin d'intimider les militants, ne vont pas tarder à susciter d'autres questions :

- Pourquoi ce décalage, ce fossé entre les masses et notre parti ?
- Pourquoi ce retard sur le mouvement des masses, tant au niveau de la conscience que de la pratique ?

En cherchant la réponse à ces questions que posait la réalité marocaine, les militants prennent conscience de la crise du mouvement progressiste et commencent à percevoir ce que devrait être un véritable parti révolutionnaire, son idéologie, sa ligne politique et ses liens avec les masses.

L'étude des expériences du parti de Lénine, du Parti Communiste de Chine et de la Révolution Vietnamiennne devient à l'ordre du jour.

Puis ce furent les premières conclusions

1. Dans une société comme la nôtre, dominée par l'impérialisme et ses valets locaux, la bourgeoisie économiquement faible, qui a évolué en rapport avec l'impérialisme et la féodalité, est incapable de réaliser la révolution nationale démocratique, révolution qui vise essentiellement la libération du Maroc du féodalisme et du néo-colonialisme.

2. La révolution nationale démocratique ne peut aboutir que sous la direction de la classe ouvrière en alliance étroite avec la paysannerie pauvre.

3. La révolution au Maroc ne peut se réaliser sous le mot d'ordre de « monarchie constitutionnelle ». Tout changement véritable exige donc de poser la question du pouvoir. La seule voie juste est la révolution populaire violente et l'instauration d'une république démocratique et populaire.

4. L'instrument de la victoire est le parti révolutionnaire, armé de la théorie de la classe ouvrière - le marxisme-léninisme - et s'appuyant dans sa lutte sur le mouvement des masses (principalement les travailleurs et la paysannerie pauvre).

Ce furent les premières conclusions tirées de l'expérience du 23 mars 1965 par les militants qui vont former les premiers noyaux du mouvement marxiste-léniniste marocain.

Défaite du 5 juin 1967: étape décisive dans la formation du mouvement marxiste-léniniste marocain

La défaite des armées arabes par l'ennemi sioniste a permis de clarifier bien des questions et de replacer la crise de la révolution au Maroc dans le cadre de la crise générale de la révolution arabe.

Pourquoi les armées arabes, et surtout celles des régimes qualifiés de progressistes, furent-elles battues par Israël? Est-ce à cause de la supériorité technique de l'état sioniste ? Que dire alors du peuple vietnamien qui affronte et inflige défaite après défaite à l'armée impérialiste américaine ?

La réponse est simple : au Vietnam, le peuple tout entier combat les armes à la main. C'est là le secret de sa force. Quant aux régimes où la bourgeoisie d'état est au pouvoir, la guerre est du ressort des armées régulières.

Pourquoi ces régimes « progressistes » refusent-ils d'armer le peuple ?

Il va de soi que cela menacerait leurs intérêts et, par là même, leur propre existence ! En effet, ces régimes ne sont pas issus d'une révolution populaire véritable mais de coups d'état militaires. Bien qu'ils aient pris quelques mesures à caractère national (évacuation des bases étrangères, nationalisations ...), ce ne sont ni les ouvriers ni les paysans pauvres qui en ont profité, mais uniquement la bureaucratie militaire et civile qui se transforme peu à peu en une bourgeoisie d'un type nouveau.

C'est l'instauration d'un tel type de régime que projettent les partis d'opposition au Maroc. Leurs buts, et leur ligne, ont trouvé leur concrétisation dans l'Orient Arabe.

Après la défaite de 1967, les progrès de la résistance palestinienne qui dégagent une voie nouvelle à la révolution arabe, et l'apparition de l'aile marxiste-léniniste (le Front Démocratique et Populaire pour la Libération de la Palestine) furent au-

tant de facteurs qui donnèrent une impulsion nouvelle aux premiers noyaux du Mouvement Marxiste-Léniniste Marocain.

Au cours de cette évolution, l'incompatibilité sur le plan idéologique avec la petite bourgeoisie devient manifeste. Un choix décisif s'impose : la rupture sur le plan organisationnel, avec sa conséquence logique : une pratique indépendante.

Au moment où le mouvement des masses traversait une phase de stagnation (1966-67) après le massacre de mars 65, ce choix était aussi nécessaire que difficile à cause des tâches qu'il imposait.

En dépit des difficultés; les premiers noyaux existants constituent le Mouvement Marxiste-Léniniste Marocain qui regroupait en majorité des anciens militants du l'U.N.F.P. et un groupe de militants issus du Parti pour la Libération et le Socialisme, avec à leur tête feu notre camarade Hamama surnommé El Khattabi.

Ce groupe fut le premier à scissionner du P.L.S. immédiatement après la défaite de 1967. Tous ses militants étaient d'origine populaire et de culture arabe.

La plate-forme de rencontre et d'action de ces militants était constituée par les conclusions citées ci-dessus. Ils passèrent rapidement à l'action pratique. Le premier tract clandestin date de 1969. Une vaste propagande est déclenchée sur les questions arabes en milieu étudiant notamment.

La lutte contre les solutions pacifiques et contre la stratégie de "ni guerre ni paix", le soutien aux propositions de la gauche de la résistance palestinienne représentée par le F.D.P.L.P. furent organisés.

Le XIIème Congrès de l'Union Nationale des Étudiants du Maroc fut la concrétisation de ce premier travail. Dans ce congrès, la lutte autour de la question palestinienne fut le pré-

lude à la lutte contre la stratégie tout entière des forces réformistes et révisionnistes.

XIII^è Congrès de l'U.N.E.M en 1969, proclamation publique de l'existence du mouvement marxiste-léniniste marocain

Les noyaux, puis le mouvement, entamèrent la lutte idéologique au sein de l'U.N.F.P. et dans l'ensemble du mouvement étudiant. Les conclusions tirées de l'insurrection de mars 65, de la défaite de juin 67 et de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine qui éclairait d'un jour nouveau le visage du révisionnisme moderne mondial, furent autant de facteurs qui présidèrent à la naissance au sein de la jeunesse d'une tendance de masse convaincue de la justesse de la voie marxiste-léniniste.

Les résolutions du XIII^ème Congrès, et notamment la motion sur la révolution palestinienne, confirment l'apparition d'une ligne nouvelle dans la révolution au Maroc, qui n'est pas plus « une mode gauchiste » qu'une importation et qui, loin d'être étrangère à la réalité marocaine et arabe, incarne l'essor des luttes démocratiques et révolutionnaires du mouvement des masses.

Fruit d'une nécessité historique, cette nouvelle ligne politique constitue l'alternative révolutionnaire aux partis bourgeois, tant au niveau du Maroc que du monde arabe.

Au cours de ce congrès, d'autres noyaux se manifestent. Une première forme de coordination est mise sur pied en vue de l'unité. Quant au groupe avancé du P.L.S., qui avait entamé une critique de la ligne révisionniste, et auprès duquel des tentatives avaient été entreprises en vue d'édifier une ligne d'action unitaire, il décide de demeurer au sein de son parti.

23 mars 1970 : première action unie et organisée du mouvement marxiste léniniste marocain

Une tendance révolutionnaire au sein des militants de l'U.N.F.P. en exil, fruit d'une longue expérience dans le mouvement national (armée de libération, Résistance) tire les mêmes conclusions que les jeunes militants du M.M-L.M. appelé à l'époque « la tendance de Fès ».

L'ensemble de ces évolutions a conduit à la création d'une première organisation unissant la majeure partie des marxistes-léninistes. La réunion constitutive de cette organisation a eu lieu le 23 mars 1970, journée de commémoration du 5ème anniversaire de l'insurrection du 23 mars 1965.

Les cercles marxistes-léninistes se sont unifiés sur des bases idéologiques et politiques claires. La plate-forme d'unification comportait entre autre : l'adoption du marxisme-léninisme et de la stratégie de la révolution nationale démocratique sous la direction du prolétariat par la voie de la lutte armée populaire et dans la perspective de la révolution arabe.

Août 1970 : scission de la tendance révolutionnaire au sein du P.L.S.

Les déclarations d'Ali Yata lors de son procès [*Ali Yata fut le gros bonnet du révisionnisme au Maroc, lors de son procès devant la Cour d'Appel de Rabat le 14.01.1970, il avait notamment déclaré :*

« Je me souviens en particulier que Sa Majesté a démontré que le citoyen a le devoir d'accomplir une action positive, c'est-à-dire de servir la patrie et que son action trouve une impulsion dans la religion, dans le patriotisme ou dans autre chose qui peut être différent. De toute manière, les trois voies s'entrecoupent, l'essentiel étant : servir le pays et les hommes. Ceci, M. le président, est précisément le fondement de la méthodologie que nous suivons. »],

les positions du P.L.S. favorables au plan Rogers et à la création de la Koutla [*Front entre les directions de deux partis de l'opposition Istiqlal et UNFP, dont la seule pratique a été de*

participer aux négociations avec le monarque], ne vont pas tarder à provoquer la radicalisation du groupe qui avait entamé la critique du révisionnisme, et le conduire à la scission et par là-même à la constitution de la deuxième composante du Mouvement Marxiste-Léniniste Marocain.

Coordination entre les deux composantes du MM-LM (1970-1972)

L'action commune entre les deux composantes du MM-LM, a porté sur les points suivants :

-Soutien à la résistance palestinienne. La Révolution Palestinienne est considérée comme une question nationale, ce qui implique non seulement le soutien matériel et la mobilisation des masses face aux nombreuses tentatives de liquidation, mais aussi la dénonciation de la collusion des intérêts du pouvoir royal avec ceux du sionisme.

-Participation aux luttes quotidiennes des masses.

-Dénonciation de la politique attentiste des partis réformistes et révisionnistes.

- Parution en arabe de la revue ANFASS (souffles), éditée auparavant en français en tant que revue littéraire, culturelle et artistique. ANFASS jouera un rôle primordial dans la diffusion de la pensée révolutionnaire et l'affirmation d'une tendance de masse autour du Mouvement.

A la suite de la tentative de coup d'état de Skhirat, l'action unitaire du MM-LM visera à isoler davantage le pouvoir réactionnaire et à accentuer la combativité des masses.

C'est alors que la première vague de répression s'abat sur le mouvement marxiste-léniniste.

La lutte commune a affermi le sentiment unitaire au sein du MM-LM et permis de dépasser les divergences qui portaient essentiellement sur la nature de la violence révolutionnaire au Maroc et la conception organisationnelle du mouvement.

Le Mouvement marxiste-léniniste marocain après les événements de mars 1973

Alors que le mouvement de masse se développe, et après les opérations armées du 3 mars, le pouvoir entreprend sa politique de *"liquidation du tiers malsain du peuple pour préserver les deux autres tiers"*.

L'U.N.F.P. est suspendue. Les militants ML sont pourchassés. Une vaste campagne de terreur est déclenchée contre le mouvement des masses.

C'est dans cette période critique et sous le feu de la répression que de nouvelles questions se posent au Mouvement marxiste-léniniste Marocain, portant d'abord sur les problèmes tactiques ayant trait à l'appréciation de la situation politique et à la définition des tâches, et s'élargissant ensuite à toutes les questions d'ordre stratégique (l'impérialisme et la classe au pouvoir, le contenu de la révolution nationale démocratique et populaire, son programme, la construction du parti au sein des ouvriers, des paysans et de la jeunesse).

La discussion publique de ces problèmes, malgré certains aspects négatifs, a permis aux militants du MM-LM d'approfondir l'ensemble des questions de la révolution dans notre pays, de dégager les conceptions justes et de combattre certaines conceptions droitières ou gauchistes.

Peu après une discussion interne, tout à fait positive, eut lieu entre les composantes du mouvement sur toutes les questions essentielles.

Les conclusions de cette discussion, sur lesquelles il y eut accord dans les grandes lignes, ont conduit à l'élaboration de ce projet de plate-forme.

A partir de ces précisions, il importe d'insister sur les points suivants :

1. Il ne s'agit bien entendu que d'un projet de plate-forme. C'est pourquoi nous invitons vivement tous les militants révolutionnaires à l'étudier et à l'approfondir. A cet effet, nous ouvrons nos colonnes à toute intervention constructive visant à développer la ligne politique de notre mouvement et à réaliser son unité. Nous y mettons une seule condition, c'est que ces interventions adoptent un style militant et non groupusculaire. Nous considérons que ce débat n'est pas limité aux seuls militants du MM-LM.

Les tendances avancées qui se trouvent encore dans les rangs des partis nationaux bourgeois se doivent d'y participer.

2. La lutte pour l'unité du MM-LM, but essentiel de l'étape, exige d'éviter deux erreurs :

-l'erreur idéaliste qui néglige les difficultés réelles, les nie et ne met en évidence que « la volonté naturelle » de fusion;

-l'erreur groupusculaire isolationniste, pour laquelle l'aspect principal est le renforcement de l'influence d'une composante au détriment de tout le mouvement, et qui se traduit par une méthode idéologique et politique visant à isoler l'autre composante.

Nous estimons que la voie juste vérifiée dans notre pratique est :

-la lutte pour l'unité doit se refléter dans notre capacité à résoudre les divergences essentielles pour atteindre des positions justes et communes,

-développer le travail de masse unitaire.

Telle est la voie juste pour la construction d'un mouvement révolutionnaire et pour la réalisation d'une véritable unité.

3. La crise profonde du pouvoir, malgré son offensive, le suivisme des partis bourgeois et leur incapacité à mobiliser les masses font que dans la phase actuelle seul le Mouvement Marxiste-Léniniste peut constituer l'alternative susceptible de diriger le mouvement des masses par la construction du parti de la classe ouvrière.

L'unification dans les plus brefs délais des composantes du MM-LM aura certainement une grande portée dans le processus révolutionnaire de notre peuple.

LA NOUVELLE STRUCTURE DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE AU MAROC

1. L'impérialisme

Par les accords d'Aix-les-Bains en 1955, le Maroc est passé de la domination coloniale à celle du néo-colonialisme. La différence entre les deux formes de la domination tient au fait que la première est une occupation militaire complète du territoire, une division de son unité, une emprise absolue sur son économie et ses affaires politiques, un écrasement direct de ses traditions et de sa culture nationales ; tandis que la seconde a gardé tous les aspects de domination économique et politique par l'intermédiaire du pouvoir d'une classe locale inféodée à l'impérialisme.

La nouvelle domination impérialiste repose sur deux données essentielles :

- 1.** la décomposition de l'économie nationale et son intégration au marché impérialiste,
- 2.** la détention par le capital impérialiste de tous les leviers financiers, industriels, commerciaux et agricoles et par là-même l'orientation de l'économie du pays au profit de l'impérialisme.

La distinction entre les deux aspects de la domination ne signifie nullement leur séparation réelle au niveau du système économique, mais bien plutôt leurs unité et complémentarité.

Dans le système actuel, le colonialisme a reculé partiellement sur certaines de ses positions économiques au profit de la classe au pouvoir et a gardé toutes les positions impérialistes aux niveaux industriel et bancaire.

Il a notamment reculé au niveau de la propriété agricole et dans quelques secteurs tels que l'équipement, les chemins de fer, l'électricité, l'eau et très partiellement dans le secteur tertiaire par suite de la « marocanisation ».

La décomposition de l'économie nationale et son intégration à l'impérialisme s'est accentuée.

Cela apparaît clairement dans la politique économique de l'Etat qui a concentré tous ses efforts sur l'encouragement de l'agriculture d'exportation vers les marchés européens, et sur les activités liées au tourisme (constructions, artisanat).

L'analyse des échanges internes entre différents secteurs de production d'une part, et du commerce extérieur d'autre part, montre l'intégration de l'économie du pays au marché impérialiste européen en particulier.

La faiblesse des échanges entre les différents secteurs de production reflète la décomposition interne de l'économie nationale, puisque chaque secteur répond à des besoins du système économique impérialiste.

La désarticulation des secteurs les uns par rapport aux autres fait que tout produit manquant dans le circuit de production est fourni par le marché impérialiste.

L'exportation des matières premières agricoles et industrielles, et l'importation de biens de consommation et d'équipement, confirment la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Le pouvoir en place a donc maintenu les primautés de la domination impérialiste : primauté de l'agriculture sur l'industrie, de l'industrie agricole et extractive sur l'industrie lourde.

Il a donc non seulement perpétué les rapports inégaux avec l'impérialisme, mais intégré davantage l'économie nationale au marché impérialiste.

Cette situation se traduit par la servitude de la classe au pouvoir vis-à-vis du capital financier impérialiste qui contrôle tous les secteurs de l'économie nationale.

En effet, sur 30 banques, seules 2 sont dominées par le capital marocain (la Banque Marocaine pour le Commerce et l'industrie et la Banque Populaire). Les banques étrangères (avec à leur tête la Banque de Paris et des Pays-Bas) dominent tous les secteurs par l'investissement direct, les prêts, et la participation aux institutions économiques du pouvoir.

Le rôle complémentaire à cette domination financière est joué par les prêts et « aides » consentis par les institutions mondiales et dont les intérêts viennent s'ajouter à ceux retirés par les monopoles impérialistes.

Au niveau politique, le rôle joué par la B.I.R.D. dans l'orientation et le financement des plans de développement économique de l'état est révélateur à cet égard.

L'encadrement de cette exploitation économique est assuré par le maintien de la présence impérialiste administrative, technique et militaire.

L'ampleur de cette présence (plus de 50% des cadres) ne se manifeste pas uniquement par une exploitation économique,

mais aussi par le maintien de la superstructure néo-colonialiste (enseignement, culture, etc.).

Par ailleurs, à travers les bases militaires qu'il maintient sur le territoire national, l'impérialisme fait peser une menace permanente sur le mouvement révolutionnaire au Maroc et dans la région du Maghreb Arabe.

Le capital impérialiste est un capital parasite. En plus de l'exploitation des masses laborieuses et du pillage des richesses nationales, il ne joue aucun rôle historique dans le développement des forces productives au Maroc.

Cette vérité se reflète aussi dans la fuite d'énormes capitaux au profit des pays impérialistes.

Parallèlement à la stagnation des investissements, les capitaux sous forme de prêts à l'Etat augmentent.

Les besoins de l'impérialisme en capitaux et l'instabilité de la situation politique dans les pays qu'il domine le poussent à rechercher dans les délais les plus courts le maximum de profits pour un minimum d'investissements ; ce qui implique pour lui l'orientation de ses capitaux vers les secteurs les plus rentables tels que la construction, le tourisme, ou ceux qu'il tient déjà sous sa coupe au niveau de la production et de la commercialisation (montage, sous-traitance).

Quant aux crédits, ils servent entre autres à éponger le déficit budgétaire de l'Etat et à assurer le maintien du régime en place.

Dans l'étape néo-colonialiste, le Maroc est devenu un exportateur de main d'oeuvre à bon marché beaucoup plus qu'un marché local de main d'oeuvre.

Cet exemple de désintégration de la force de travail représente le summum du parasitisme du capital impérialiste.

Avant de définir la nature des contradictions internes de l'impérialisme et leurs limites, il est nécessaire de préciser le cadre mondial de ces contradictions.

La caractéristique principale des relations entre les forces impérialistes depuis la deuxième guerre mondiale, est la montée de l'impérialisme U.S. au détriment des autres impérialismes d'une part, et l'interpénétration de leurs intérêts sous la direction des monopoles américains d'autre part.

La supériorité américaine est due à sa puissance économique, à l'importance de ses investissements dans les pays impérialistes traditionnels (l'industrie américaine en Europe est la seconde industrie du monde impérialiste après celle des U.S.A.), sa suprématie technologique et sa puissance militaire.

A l'époque de néo-colonialisme, la poussée des mouvements de libération nationale, et le renforcement des régimes socialistes, agissent sur les contradictions inter-impérialistes.

Vu la nature du système capitaliste basé sur le profit maximum, l'intégration des intérêts entre les impérialismes ne signifie ni la disparition de leurs contradictions, ni celle des contradictions à l'intérieur d'un même impérialisme.

Cependant, cette intégration économique constitue à partir de la deuxième guerre mondiale la base de l'unité du système impérialiste.

Devant le développement des mouvements de libération nationale, ces contradictions se résolvent par la conciliation des intérêts des divers impérialismes pour sauver le système impérialiste dans son ensemble.

L'exemple gaulliste n'est que l'exception qui confirme la règle. Après avoir fait beaucoup de tapage autour du système monétaire international au moment de la crise du dollar, la France a

finalement adopté une attitude de solidarité avec l'impérialisme US.

De la même manière, ce dernier s'est solidarisé avec la France lors de la crise du franc. Le gaullisme a évolué peu à peu de la position indépendante en parole à la position pro-américaine en fait.

Le Marché Commun n'est pas devenu le concurrent des USA. Au contraire, les capitaux américains augmentent dans les pays du Marché Commun et constituent la principale part du capital étranger ayant un grand pouvoir d'orientation économique.

Les contradictions internes de l'impérialisme étant situées dans leurs véritables limites, voyons maintenant pour le cas qui nous préoccupe ces relations dans leurs contradictions, leurs liaisons et leur tendance générale.

Le poids économique des USA au Maroc est moins important que celui de l'impérialisme français.

Les intérêts américains sont faibles et récents, mais leur accroissement ces dernières années (banques, fabrications de pneumatiques, élevage dans la région de Meknès ...) rentre dans le cadre de la nouvelle stratégie américaine en Afrique et en Asie.

Ces continents revêtent une importance accrue pour les investissements américains qui étaient concentrés auparavant en Amérique Latine.

Le but de cette orientation est de changer le rapport de force dans cette partie du monde au profit de l'impérialisme US.

L'exemple du Maroc illustre la tendance générale de concurrence entre les différents impérialismes pour l'occupation des zones d'influence.

Cependant, au Maroc, le rôle économique et politique de l'impérialisme US ne correspond pas à son poids effectif.

Cela tient au fait que les U.S.A. assurent la défense des intérêts globaux du système impérialiste.

Le rôle prépondérant des U.S.A. apparaît dans les faits suivants :

- Les USA viennent en tête des fournisseurs de « prêts » et « d'aide militaire » au Maroc, notamment à partir de 1965 (le Maroc est le deuxième pays africain après l'Éthiopie quant à l'importance de l'aide militaire américaine).
- Les intérêts financiers français coopèrent avec les intérêts américains. La participation de Morgan et de Rockefeller pour une large part dans la Banque de Paris et des Pays-Bas qui, à son tour, monopolise la majeure partie des investissements des banques étrangères au Maroc, dénote la coopération et de la coordination entre les grands monopoles américains et français.
- Le Maroc, de par sa position géographique, tient une place particulière dans la stratégie de l'impérialisme US. Le pouvoir au Maroc constitue pour l'impérialisme un centre de contre-révolution dans le monde arabe, d'autant plus que la région est secouée par de violents combats anti-impérialistes.

L'instabilité de la situation et la course aux armements dans le bassin méditerranéen, confèrent au Maroc une place de choix dans la stratégie hégémonique de l'impérialisme dans la région.

Devant la montée des luttes des peuples arabes et l'aiguisement des contradictions au sein de la société marocaine, l'autocratie a été incapable de continuer à assurer les intérêts de l'impérialisme.

C'est pourquoi l'impérialisme US a fomenté ou soutenu les deux tentatives de coup d'état militaires.

Il est évident que le soutien de l'impérialisme au régime royal est fonction de la capacité de celui-ci à assurer sa stabilité politique, et par là-même à garantir les intérêts impérialistes.

Enfin, les contradictions entre les impérialismes français et US au Maroc se résolvent, comme partout à l'époque du néo-colonialisme, dans le cadre de la garantie des intérêts globaux du système impérialiste mondial.

2. La classe dominante

La classe dominante est une bourgeoisie compradore parce que ses intérêts sont liés à ceux de l'impérialisme.

Elle est composée de la bourgeoisie agraire, de la grande bourgeoisie commerçante, industrielle et immobilière et de la grande bourgeoisie administrative et militaire.

« Les restes de la féodalité » ne font pas partie de la bourgeoisie compradore malgré le fait qu'ils sont liés à l'impérialisme, parce qu'ils n'entrent pas dans le champ de la définition de la bourgeoisie ; néanmoins, ils font partie de la classe dominante en tant que séquelle de l'ancienne classe féodale en voie de disparition ou de transformation en bourgeoisie agraire.

Les couches de la classe dominante, citées plus haut, s'interpénètrent organiquement, et ont un intérêt de classe commun, dont la base sociale est centrée sur la bourgeoisie agraire.

Un aperçu historique sur la classe dominante montre que les relations entre ses composantes ont suivi l'évolution économique et sociale du Maroc.

A la fin du XIX^{ème} siècle, les composantes de cette classe étaient les suivantes : « le Makhzen » (la famille royale, les fonctionnaires et militaires du palais, les Ulémas [docteurs en théologie musulmane] et les Chorfas [dignitaires du régime, descendants du prophète]) et les commerçants concentrés à Fès.

Ces derniers ont eu une pratique compradore dès l'avènement du colonialisme par la voie des premiers accords (traités de 1856, 1903 et d'Algesiras en 1905 entre le pouvoir Makhzen et les puissances européennes). Tous les membres de cette couche étaient protégés par différents impérialismes.

Tout au long de cette étape jusqu'à la première guerre mondiale, la couche des commerçants était dynamique et en voie de développement, alors que le Makhzen était aux prises avec les ambitions des différents impérialismes et avec les difficultés internes dues aux insurrections des tribus.

Le changement essentiel introduit par le colonialisme après la première guerre mondiale au niveau de l'alliance de classe dominante, c'est d'une part l'affaiblissement et la désintégration de la couche commerçante par la domination de ses marchés économiques - le commerce intérieur et extérieur, l'unification monétaire et le développement du rôle des banques - et d'autre part la domination des terres agricoles par les colons dans la région de Fès qui était le foyer agricole de cette couche.

Certains éléments de cette couche ont été intégrés dans la structure économique colonialiste.

Mais dans le même temps, le colonialisme a appuyé l'implantation de la féodalité sur les terres collectives des paysans (Jmaâ), évitant ainsi la constitution d'une classe bourgeoise susceptible de le concurrencer au niveau économique et politique.

A la veille de l'indépendance, l'alliance de classes dominantes comprenait une importante classe féodale et une faible classe compradore implantée essentiellement dans le commerce et dans une moindre mesure dans l'agriculture et l'industrie (les années de croissance dans ces deux secteurs se situent après la deuxième guerre mondiale).

Le changement essentiel dans l'étape néo-coloniale va être réalisé par l'Etat. Il consiste en l'extension de la nature compradore de la classe au pouvoir par l'élargissement des rapports de production capitalistes dans la campagne, et l'évolution de l'ancienne classe féodale en couche bourgeoise agraire compradore.

Par l'intervention de l'état (constructions de barrages, octroi de crédits à cette classe, code des investissements ...) et du rôle économique et politique des institutions financières internationales (B.I.R.D.), la bourgeoisie agraire se développe et élargit sa propriété par l'achat et l'usurpation des anciennes terres de colonisation.

Cette couche qui représente 1% des familles paysannes possède aujourd'hui près de 900.000 hectares contre 400.000 en 1956 et exploite des milliers d'autres hectares actuellement aux mains de l'Etat.

La superficie des terres des exploitations «modernes » a augmenté, l'utilisation des machines également (20.000 tracteurs contre 1.400 en 1956), il en est de même des engrais ...

De nouvelles productions agricoles connaissent un grand essor (la betterave à sucre, le coton ...). Mais ces changements ne constituent nullement une évolution des forces productives du pays, mais une vaste entreprise d'intégration du secteur agricole au marché impérialiste.

En contrepartie de cette évolution, les masses populaires ont du supporter pour de nombreuses années une baisse rapide

de leur consommation en produits de base et une lourde pression fiscale servant à financer des barrages pour les grands propriétaires fonciers.

Parallèlement à la concentration de tous les efforts du pouvoir autour des barrages ou du « Maroc utile » qui représente un tiers des terres cultivées, un million et demi de familles de paysans pauvres vivant sur le reste des terres se voient progressivement expropriées et prolétarisées.

Dans le même temps, la diversification de la production agricole dans le sens de l'exploitation individuelle et de l'exportation conduit à la diminution de la superficie consacrée à la culture du blé et de l'orge qui représentent l'alimentation essentielle des paysans.

Les investissements de l'Etat dans le secteur agricole contribuent à l'enrichissement de la classe dominante. L'augmentation de la rentabilité des terres irriguées pousse les différentes couches de la classe dominante, et notamment la bourgeoisie bureaucratique civile et militaire, à associer leurs intérêts.

La partie « urbaine » de cette classe s'est dirigée, dans la mesure de ses possibilités financières, vers les secteurs à haut profit et ne présentant aucun danger.

Même dans ces secteurs, la bourgeoisie compradore s'appuie sur l'Etat pour obtenir des primes d'investissement, des exonérations fiscales et l'octroi de prêts à long terme (codes des investissements de 1969 et 1973).

La bourgeoisie compradore n'investit en réalité qu'une faible part des capitaux (30%) alors que l'Etat se charge de la plus grande partie.

Les secteurs vitaux de son activité sont le commerce et dans une moindre mesure l'industrie (le textile, les minoteries, les

cuir, partiellement les produits alimentaires, le bâtiment), les banques et les assurances.

La bourgeoisie dirigeante est incapable, étant donné sa faiblesse économique d'arracher la direction au capital impérialiste.

Bien plus, elle ne peut progresser dans ses secteurs marginaux qu'en obtenant les garanties et la protection de l'Etat : une simple comparaison avec le poids économique de l'Etat dans différents secteurs (industrie, finances, agriculture) met en relief le rôle secondaire de la bourgeoisie compradore.

Les origines féodales et commerçantes de cette classe expliquent son goût pour le faste, l'opulence, la spéculation et la corruption.

Les contradictions de la classe dominante ont éclaté par deux fois successives.

L'origine d'Oufkir [un général fasciste putschiste] et de Medbouh, principaux instigateurs des deux tentatives de coup d'Etat, confirme le fait que la bourgeoisie compradore s'appuie sur la base sociale de la bourgeoisie agraire.

Cependant l'interpénétration des intérêts de ses différentes couches n'exclut pas les différences d'ententes politiques et d'alliances extérieures, suivant la situation de la lutte des classes (Medbouh n'avait-il pas pensé à s'allier aux forces politiques pour renverser le régime en 1963? Oufkir n'était-il pas valet de la France avant d'être celui des Etats-Unis?).

Les contradictions de la classe dominante ont éclaté à un moment où le régime traversait une crise économique aiguë. Le problème pour cette classe était de maîtriser la lutte des classes et d'assurer l'équilibre interne du régime afin de garantir la continuité de l'exploitation des masses laborieuses.

L'autocratie royale qui a perdu de son autorité idéologique et politique après l'insurrection de mars 1965 et qui était acculée à la défensive par la montée des luttes populaires et l'influence des forces révolutionnaires arabes (69-72) n'était plus en mesure d'assurer la continuité des intérêts en place.

Les privilèges économiques et politiques dont elle bénéficiait n'étaient plus justifiés. Pour une partie de la bourgeoisie compradore et l'impérialisme, son remplacement par un autre pouvoir ayant la capacité de reprendre la situation en main s'imposait.

La classe au pouvoir n'a jamais connu de luttes de tendances politiques en son sein. Ceci est dû à la nature autocratique du régime et son inféodation à l'impérialisme.

Seule la lutte entre fractions régionalistes est encouragée par l'autocratie dans un double but : garantir un équilibre interne autour du palais et dévoyer les masses de leurs véritables problèmes de classes.

Dans cette situation, seule l'armée, force organisée au sein de la classe dominante, peut trancher les contradictions internes du régime en faveur de l'impérialisme. La crise de la classe dominante n'a pas pris fin car ses fondements demeurent et l'aiguïsement de la lutte de classe ne peut que l'accentuer.

3. Les classes populaires

A l'opposé de l'impérialisme et ses alliés compradores, les classes populaires s'appauvrissent et se prolétarisent continuellement.

Elles font l'objet d'une répression idéologique et politique de la part de l'appareil de l'Etat, instrument de l'impérialisme et de la bourgeoisie compradore.

Toutes les classes populaires, avec leurs intérêts divers et leur radicalisation inégale, s'opposent au pouvoir en place. Elles comprennent les quatre classes suivantes : la moyenne bourgeoisie, la petite bourgeoisie, le semi-prolétariat et la classe ouvrière.

La moyenne bourgeoisie

C'est une classe qui tire essentiellement ses richesses de l'exploitation de la force de travail des autres classes.

Si elle a en commun avec la classe dominante ce caractère social, elle s'en distingue par le fait que le système en place ne défend pas ses intérêts politiques et économiques.

Elle est donc en contradiction avec les intérêts de l'impérialisme et de la classe dominante dans la plupart des secteurs économiques suivants : le commerce, l'agriculture, l'industrie et le bâtiment.

Dans les premières années de l'indépendance formelle, cette classe se considérait comme le légitime héritier des acquis économiques et politiques résultant de l'évacuation du colonialisme.

Ce « rêve » venait du fait que la classe dominante n'était pas encore structurée.

La couche urbaine de cette classe s'était en effet accaparée les centres d'intérêts laissés par les étrangers et qui étaient généralement d'importance moyenne et correspondaient bien à ses capacités économiques.

Mais en 1963, après la victoire de la classe dominante sur les forces qui la menaçaient, le renforcement de son appareil d'Etat et la consolidation de la situation économique à son profit et à celui de l'impérialisme, les espoirs de la moyenne bour-

geoisie se sont envolés et son sentiment de déception s'est généralisé.

Pour avoir une idée de la situation de cette classe, il suffit d'étudier l'évolution de ses intérêts économiques.

Dans le secteur agricole, les paysans riches qui représentent cette classe ne bénéficient pas des nouveaux avantages qui leur auraient donné accès au « secteur moderne ». Ils sont pour cette raison incapables de faire face à la concurrence.

La minorité qui vit sur les terres d'anciens colons connaît une réduction dans son nombre et dans la superficie de ses exploitations.

Cela démontre la tendance des grands propriétaires à supprimer cette partie des paysans riches et l'incapacité de ces derniers à résister à cette offensive.

Ceci est dû à l'enrichissement rapide des grands propriétaires fonciers et leurs possibilités d'acquisition et de location des terres.

Au niveau industriel, la bourgeoisie nationale contrôle pour une large part le secteur textile où elle a placé de gros capitaux. Mais, après 1967, ce secteur a connu d'importants investissements qui réduisent la portée de ce contrôle.

Dans le commerce et le bâtiment, l'évolution n'est pas en faveur de la moyenne bourgeoisie.

Son absence du commerce extérieur, la pyramide des avantages commerciaux en faveur de la bourgeoisie compradore, le contrôle des prix par l'Etat compradore au détriment des moyens et petits commerçants, la stagnation du marché intérieur, la spéculation et l'augmentation des impôts mettent en relief les difficultés de la moyenne bourgeoisie dans le secteur commercial.

Il en est de même de la propriété immobilière et de l'activité des sociétés de bâtiment où de grandes sociétés appuyées par les banques contrôlent toutes les petites et moyennes entreprises de ce secteur.

La moyenne bourgeoisie est très sensible au rôle de l'Etat dans l'élargissement des intérêts de la grande bourgeoisie et l'approfondissement du fossé qui la sépare de celle-ci.

Mais son caractère social d'exploiteur la rend incapable de réaliser ses desseins réformistes en s'appuyant sur les masses.

Dans le même temps, l'Etat et l'impérialisme ont une attitude contradictoire et hésitante envers cette classe. Ils voient en elle une barrière entre les classes exploiteuse et exploitée.

Mais malgré cela, ils ne lui laissent aucun moyen de se développer et la poussent vers la régression. L'expérience des dernières années montre que les positions de la moyenne bourgeoisie par rapport au pouvoir, sont liées au flux et au reflux du mouvement des masses.

En situation de flux, la moyenne bourgeoisie a des positions plus fermes vis-à-vis du pouvoir ; en cas de reflux, elle tend vers l'hésitation et le, suivisme.

On peut donc en conclure que seul le développement du mouvement révolutionnaire est capable de mettre fin aux hésitations de la moyenne bourgeoisie et rallier au moins ses couches progressistes aux côtés des masses populaires.

La petite bourgeoisie

Il s'agit d'une classe relativement large et nombreuse vu l'importance de la petite production marchande et du secteur tertiaire.

La petite bourgeoisie est la classe qui vit de sa propriété privée, ou de son effort personnel, ou encore qui n'exploite le travail d'autrui qu'à titre secondaire.

Cette classe compte plusieurs couches hétérogènes.

Il existe entre elles des distinctions dont la principale est celle qui existe entre les couches intellectuelles et les couches laborieuses.

L'intellectuel (qui vit du travail intellectuel) a, dans le système actuel qui se base sur l'ignorance des plus larges masses, un certain privilège qui lui donne droit à des conditions d'existence meilleures que celles des masses laborieuses.

L'intellectuel doit ces privilèges à la place qu'il occupe dans la division sociale du travail. Cette couche s'est élargie et a bénéficié de bonnes situations matérielles dans les premières années de l'indépendance formelle grâce à son entrée dans l'appareil d'Etat et au manque de « cadres » à cette époque.

Depuis, avec la crise économique, les débouchés se sont taris, d'autant plus que les structures de l'enseignement sont réduites aux stricts besoins du régime.

Cette élite a généralement le sentiment que les critères du pouvoir ne prennent pas en considération, dans la promotion sociale, les mérites réels quant à la capacité et l'effort personnel, mais plutôt la corruption et le favoritisme.

Parmi les couches intellectuelles, les masses étudiantes, vivant sans perspectives sociales, sont les plus opposées aux structures et valeurs du système et font preuve d'un dynamisme militant.

Quant aux couches laborieuses de cette classe, elles se composent des paysans moyens, des artisans et petits commerçants.

Ils vivent une situation de prolétarianisation continue.

La preuve en est l'augmentation vertigineuse du nombre de paysans sans terre et leur exode vers les grandes et petites villes.

Les artisans, qui constituent le noyau traditionnel de la petite bourgeoisie, connaissent, malgré la stabilité apparente de leur nombre, une accentuation et un élargissement de la prolétarianisation à la suite des tentatives de la grande bourgeoisie d'intégrer l'industrie artisanale dans le marché européen.

Le caractère social de cette classe, en tant que petit propriétaire, la rend hésitante dans la lutte des classes entre propriétaires et non-propriétaires. Mais la tendance vers la prolétarianisation, qui est le reflet économique réel des structures actuelles, la rapproche des positions de la classe ouvrière, et lie ses intérêts au changement de ces structures.

Cette classe a constitué, dans l'étape de la lutte contre le colonialisme traditionnel, le ferment de la résistance des villes et des campagnes. C'est sous sa direction qu'ont eu lieu les insurrections paysannes actuelles, de même qu'elle constitue la base de la lutte démocratique radicale.

La classe ouvrière

C'est une classe récente, numériquement faible (en nombre relatif et absolu). L'évolution de la classe ouvrière marocaine dépend du développement économique de la structure néo-coloniale.

La première caractéristique de cette évolution est que la classe ouvrière se développe numériquement de manière très faible.

Le nombre d'ouvriers dans le textile, le bâtiment, l'agriculture, les services agricoles et dans l'émigration, a augmenté conformément à l'évolution des structures néocoloniales.

Mais dans le même temps le nombre des mineurs a fortement baissé (de 59.000 à 30.000) au point d'équilibrer l'augmentation de leur nombre dans le textile et le bâtiment.

La deuxième caractéristique de la classe ouvrière est l'augmentation vertigineuse des licenciements, la baisse des salaires comparativement à l'augmentation des prix et des profits.

Cela provient de l'exploitation farouche de la classe capitaliste du large marché du travail, et l'absence d'échelle mobile dans un système économique désintégré et rattaché au marché impérialiste.

Il y a des différenciations à l'intérieur de la classe ouvrière entre ses trois couches : les ouvriers des villes, les ouvriers agricoles et les ouvriers émigrés.

Ces différenciations sont liées au degré d'intégration de chacune de ces couches à la production capitaliste, et à la propriété privée.

La couche des ouvriers des villes, et notamment ses noyaux industriels, est la plus intégrée dans le circuit capitaliste et, par conséquent, la plus libérée des formes de propriété privée.

De plus, elle possède une longue expérience de lutte et d'organisation syndicale et politique.

Parallèlement, les ouvriers agricoles et émigrés n'ont pas perdu leurs liens avec la campagne, malgré leur appartenance à la classe ouvrière ; leur expérience syndicale et politique, et particulièrement celle des ouvriers agricoles, est faible.

Il faut ajouter à cela leur rattachement instable à la classe ouvrière. Les ouvriers agricoles sont pour la plupart d'entre eux saisonniers ; les émigrés travaillent provisoirement pour quelques années.

Malgré tout, ces deux couches se rapprochent par leur situation beaucoup plus de la classe ouvrière que des masses prolétariées, parce qu'elles sont entrées dans le circuit capitaliste de production et qu'elles vivent essentiellement du travail salarié.

La classe ouvrière n'est pas concentrée dans les industries des principales villes.

La base de la concentration ouvrière de Casablanca est surtout constituée par les petites et moyennes entreprises.

Plus de la moitié de la classe ouvrière vit dans l'émigration, ce qui affaiblit la capacité de lutte de la classe ouvrière au niveau national.

Mais ses liens avec les paysans, par l'intermédiaire des mineurs dans les petites villes, des ouvriers émigrés et des ouvriers de l'agriculture industrielle, renforcent son rôle d'avant-garde et la rapprochent de la paysannerie qui constitue l'élément essentiel de la base sociale de la Révolution Nationale Démocratique Populaire.

Parmi les caractéristiques de l'évolution organique de la classe ouvrière, il y a l'afflux de la jeunesse scolarisée qui représente un pourcentage important de cette classe. Cela résulte de la nature sélective de l'enseignement.

Ces jeunes associeront leur connaissance intellectuelle à la conscience prolétarienne résultant des traditions de lutte de la classe ouvrière.

La classe ouvrière se distingue des autres classes par plusieurs spécificités : ne possédant pas et ne pouvant posséder individuellement les moyens de production, elle ne peut se libérer sans renverser le système de classes lui-même et socialiser les moyens de production.

En d'autres termes, c'est la seule classe qui possède un mode de production antagonique aux modes précédents.

C'est donc la classe de l'avenir, qui a, par ailleurs, la capacité d'organisation et de conscience révolutionnaire.

Elle a prouvé concrètement qu'elle méritait la direction des masses populaires contre le pouvoir en place.

Elle n'a jamais faibli dans la lutte continue ; que se soit du temps du colonialisme ou à l'étape néo-coloniale, la classe ouvrière a toujours été à l'avant-garde des masses.

Le semi-prolétariat ou les « masses prolétarisées »

Les masses prolétarisées constituent la majorité du peuple marocain. Les masses prolétarisées sont celles qui n'ont plus de moyens de production, qui sont prêtes à vendre leur force de travail, ou celles qui, possédant des moyens insuffisants à assurer leur vie, sont contraintes de vendre leur force de travail sans s'intégrer à la classe ouvrière.

La présence et l'importance de plus en plus grandes de cette classe sont la preuve flagrante de la faillite des rapports de production dominants qui conduisent à la désintégration des forces productives et essentiellement la force de travail.

Cette classe comprend les paysans pauvres et sans terre, les chômeurs, les employés de maison ...

La force principale de cette classe est la paysannerie pauvre et sans terre qui représente 40 % de l'ensemble de la paysannerie.

Cette couche a été la plus touchée par l'évolution économique et sociale des 10 dernières années ; c'est à son détriment que se développe la bourgeoisie agraire, base de la classe dominante.

Le régime la redoute par dessus toutes les autres classes et n'hésite pas à la réprimer idéologiquement et politiquement.

Cette large classe a en commun avec la classe ouvrière qu'elle est non possédante, mais s'en distingue par le fait que la classe ouvrière a perdu les attaches avec la propriété privée, alors que la paysannerie pauvre et sans terre s'y attache encore.

Cela est dû à la domination de l'idéologie bourgeoise et l'absence du rôle d'avant-garde du prolétariat.

Malgré cette distinction, la paysannerie pauvre et sans terre représente le principal allié de la classe ouvrière parce qu'elle n'a aucun intérêt dans la perpétuation du système en place.

De manière générale, le « semi-prolétariat » des villes et campagnes, par le fait qu'il ne profite guère du régime en place, recèle une grande capacité de violence (mars 1965) ; mais il est dans le même temps victime des différentes idéologies et positions politiques contradictoires étant donné son attachement à la propriété, son manque de conscience idéologique et sa faible participation à la lutte politique et syndicale.

LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE

1. La révolution démocratique et le capitalisme d'état

Il est devenu nécessaire de distinguer la révolution nationale démocratique du capitalisme d'état. Non seulement parce que cette distinction est indispensable sur le plan théorique pour tracer une ligne politique révolutionnaire, mais aussi pour dénoncer la confusion entretenue par les forces bourgeoises et révisionnistes dans l'intérêt du mouvement social qu'ils représentent.

Cette confusion ne peut être évitée que par la définition de la nature des rapports de production et celle de la nature de la classe qui détient le pouvoir.

Il s'agit là d'une question centrale et déterminante : en effet dans le cas du régime de la bourgeoisie d'état, la propriété des moyens de production, au lieu d'être privée comme par le passé, devient propriété collective de toute la classe bourgeoise dominante, mais la classe ouvrière continue à vendre sa force de travail, reste séparée de ses moyens de production et réprimée idéologiquement et politiquement.

Dans l'étape de la révolution nationale démocratique, les rapports de production changent totalement puisque le pouvoir est entre les mains des classes laborieuses sous la dictature de la classe ouvrière.

Les relations entre le pouvoir, la classe ouvrière et les masses sont démocratiques et se complètent ; elles sont basées sur l'encouragement de l'initiative des masses et leur conscience critique et révolutionnaire.

C'est ce qui distingue les deux modes de production et qui nous permet de conclure que le capitalisme d'état n'est qu'une des formes du système capitaliste.

L'éviction de l'une de ses classes ne signifie pas l'évolution des rapports de production mais le changement d'une classe

au pouvoir par une autre dans le cadre du même système capitaliste.

L'expérience historique concrète de cette forme de capitalisme dans des pays dominés par l'impérialisme a prouvé son incapacité à se libérer du joug impérialiste.

Les mesures à caractère national que prennent des régimes de ce type à leurs débuts, ne peuvent constituer qu'un palliatif pour résoudre provisoirement la crise du système capitaliste.

La nature du pouvoir et les tâches de l'étape

La révolution nationale démocratique vise à la destruction des rapports de production basés sur l'exploitation impérialiste et compradore des masses populaires, et la libération des forces productives dans un cadre national indépendant de l'impérialisme.

a) La construction d'un pouvoir national et démocratique basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans pauvres, et sur la direction par la classe ouvrière de toutes les classes populaires

Le pouvoir national démocratique est la dictature de toutes les classes nationales sous la direction de la classe ouvrière sur une minorité d'exploiteurs bourgeois compradores. C'est par conséquent la démocratie pour la majorité du peuple marocain.

Les contradictions au sein du peuple existeront toujours sous le pouvoir national démocratique.

Elles trouveront le cadre adéquat à leur résolution dans la liberté d'expression et d'organisation, la sauvegarde des acquis des masses populaires et la direction prolétarienne.

La relation entre la direction de la classe ouvrière et les masses est une relation de soutien mutuel riche de l'esprit démocratique et de l'encouragement des initiatives créatrices tendant à développer la critique révolutionnaire et à renforcer la vigilance contre les ennemis.

La relation entre le parti révolutionnaire, la classe ouvrière et les masses populaires est basée sur la même dialectique démocratique : leurs rôles sont complémentaires dans la direction de la Révolution Nationale Démocratique.

Les masses populaires constituent la base et la direction du pouvoir.

C'est sur la base de leurs initiatives et leur participation effective dans l'orientation de l'Etat que se décide le sort de la révolution et de la relation indispensable entre le parti, la classe ouvrière et les masses : c'est pour cette raison que le pouvoir national démocratique s'appuie sur le principe « tout le pouvoir pour les masses ».

Du point de vue révolutionnaire, le pouvoir constitue une unité indivisible entre le pouvoir politique et le pouvoir économique d'une part, entre la démocratie politique et la démocratie économique d'autre part.

C'est ce qui distingue du concept bourgeois qui opère une séparation entre les deux notions et qui ne laisse aux masses laborieuses que la possibilité de choisir un représentant parmi les éléments de la classe dominante, alors que la classe bourgeoise garde tous les pouvoirs.

Dans les régimes révolutionnaires au contraire, les masses laborieuses doivent être à la base de l'orientation économique et politique.

Par conséquent, leur détention collective des moyens de production doit être une réalité concrète.

La traduction matérielle de ce principe signifie la construction de structures populaires démocratiques sur le lieu de production, et leur élargissement au niveau national.

Ce sont ces structures construites de la base au sommet qui détiennent la production et l'appareil d'Etat, qui permettent la relation dialectique entre le parti, la classe et les masses, et l'évolution de l'alliance des classes nationales suivant la position de chacune dans la production.

La plus grande bataille démocratique des ouvriers et paysans pauvres pour la construction d'un pouvoir démocratique nouveau sera la destruction des structures répressives, idéologiques et administratives de l'ancien Etat qui sont constituées sur une base répressive et bureaucratique semi-coloniale, semi-féodale, avec pour fonction l'exploitation des masses et la modernisation des rapports de production dominants.

C'est dans la mesure où la révolution aura détruit les anciennes structures, qu'elle approfondira sa nature révolutionnaire et populaire et gagnera la bataille de la révolution socialiste (la déviation peut naître de ce ma récage hérité du passé).

Faire de l'Etat un instrument aux mains des masses populaires est la tâche centrale et décisive de la Révolution démocratique.

Cette tâche n'est pas facile étant donné l'importance des anciennes structures.

Par conséquent, les contradictions entre l'Etat et les masses populaires ne disparaîtront pas d'un seul coup.

Il est donc encore plus nécessaire de renforcer la relation entre parti et masses et de renouveler la révolution et le parti par les initiatives et les critiques des masses.

b) Parallèlement à la construction du pouvoir national et démocratique, doit se construire et s'approfondir l'infrastructure économique de la R.N.D. et le changement radical des rapports de production

Les grands changements apportés par le pouvoir démocratique au niveau des rapports de production seront les suivants :

1. La réalisation d'une révolution agraire qui éliminera la domination des grands propriétaires au profit des paysans pauvres et sans terre, et s'orientera vers la propriété collective de la terre.

La R.N.D. est une révolution agraire sous la direction de la classe ouvrière, sa tâche historique est la réalisation de ce que la bourgeoisie compradore était incapable de faire, étant donné ses origines féodales et son alliance avec l'impérialisme.

La transformation de la féodalité en bourgeoisie agraire n'annule pas la tâche de la réforme agraire.

Cela ne vient pas de la domination des relations semi-féodales entre l'Etat et les paysans au niveau de la production (les coopératives obligatoires, imposer la nature de la production, l'oppression ...), ou du développement capitaliste, lui-même très limité et étroit, mais essentiellement du fait qu'il n'y a pas d'autre voie pour le développement et la libération des forces productives, pour la réalisation des bases du progrès indépendant de l'impérialisme, que celle de la révolution à la base des paysans contre la bourgeoisie agraire compradore et les restes de la féodalité.

La révolution agraire dans les pays dominés par l'impérialisme a une spécificité qui la distingue de la réforme agraire réalisée par la bourgeoisie européenne contre la féodalité.

Cette spécificité réside dans la nécessité de chasser la domination impérialiste.

Par conséquent, la révolution agraire dans les pays dominés n'est pas seulement un changement démocratique, mais s'inscrit objectivement dans l'évolution vers le socialisme.

Les réformes agraires entreprises par les bourgeoisies d'Etat n'ont pas joué leur rôle révolutionnaire de libération des forces productives et de victoire sur la domination impérialiste, parce qu'elles n'ont pas suivi la voie révolutionnaire de l'évolution vers le socialisme.

C'est pour cette raison qu'elles n'ont pu dépasser les limites du changement de propriété en dehors des paysans pauvres et sans terre et réaliser une révolution dans les rapports de production qui restent toujours basés sur l'exploitation et la domination impérialistes.

Dans la situation actuelle, la révolution agraire aura pour tâches :

- le changement de la structure de propriété au profit du million et demi de paysans pauvres et sans terre ;
- la libération des paysans pauvres et moyens de toutes les formes d'oppression ;
- l'organisation de coopératives de production et de commercialisation pour vaincre la spéculation et comme premier pas vers la propriété collective ;
- la mécanisation et l'augmentation de la productivité agricole dans ce qui est aujourd'hui appelé le «secteur traditionnel», afin d'intégrer l'agriculture dans l'économie nationale et de constituer une base pour l'industrialisation.

Il n'est pas nécessaire d'adopter une attitude définitive concernant les modalités de distribution de terres aux paysans. Cela repose essentiellement sur le niveau de conscience des paysans pauvres et leur alliance avec la classe ouvrière et non sur une position stratégique de principe obligatoire sous la R.N.D.

La tendance d'action principale des forces révolutionnaires dans tous les cas, est de respecter les désirs des paysans et de leur faire prendre conscience des avantages de l'évolution dans le cadre de la propriété collective de la terre.

2. Nationalisation du commerce extérieur, des grandes sociétés, des banques, des mines, etc. ; industrialisation ; indépendance des forces productives vis-à-vis de l'impérialisme.

La prise en charge par le pouvoir démocratique de tous les secteurs vitaux mettra fin au pillage économique de l'impérialisme et de la bourgeoisie compradore.

Dans le même temps, ces secteurs constitueront une force économique permettant au pouvoir démocratique d'avoir une influence décisive sur l'économie nationale.

3. Destruction de l'appareil de l'enseignement semi-colonial, semi-féodal basé sur l'enseignement d'élite et l'ignorance des masses populaires, et son remplacement par un enseignement démocratique arabe et scientifique, ouvrant les portes de la culture aux plus larges masses populaires.

Les masses ont toujours été très sensibles à la question de l'enseignement ; l'une des importantes et sanglantes batailles contre le pouvoir avait ses origines dans la revendication d'un enseignement pour les fils du peuple (mars 1965).

Dans une société de classes, l'enseignement a pour mission de renforcer la domination idéologique de la classe au pouvoir, afin de perpétuer l'exploitation des masses populaires.

L'appareil d'enseignement dans le régime actuel forme les fils de la classe dominante, afin d'occuper les postes de gestion et d'orientation aux niveaux économique, administratif et politique, et une minorité de fils du peuple pour les tâches complémentaires et partielles.

L'enseignement au Maroc est caractérisé par sa nature néo-coloniale, et reflète la situation économique et sociale du pays.

La destruction de la structure de classe de l'enseignement d'élite nécessite la démocratisation et l'arabisation de l'économie et de l'administration.

Le plus important dans ce cadre est la création d'un enseignement au service de la production et des masses populaires, l'approfondissement de son caractère scientifique et sa liaison avec la production.

Le but de la classe ouvrière est la réalisation du socialisme en supprimant définitivement l'exploitation de classes et toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais arriver à ce but dépend de la réalisation des conditions objectives et subjectives de la révolution au Maroc.

C'est après avoir réalisé les grands changements cités plus haut, au niveau de la production, des rapports de classes et de la construction du pouvoir national et démocratique que la révolution passe à une étape transitoire plus avancée par l'institution du système socialiste.

Il est clair que la révolution démocratique sauvegarde le capital national sous la direction du prolétariat, de même qu'elle ne déracine pas radicalement l'économie petite-bourgeoise.

La révolution est un processus qui se développe vers le socialisme.

Les tâches principales de l'étape socialiste sont les suivantes :

- transformation du capital national en secteur socialiste.
- transformation de l'économie petite-bourgeoise en économie collectivisée et en premier lieu, -transformation de la propriété agricole individuelle en propriété collective de la terre.

La distinction entre les deux étapes est nécessaire.

Dans la première, le combat est dirigé contre la domination impérialiste et ses représentants locaux, le capital impérialiste et compradore.

Dans la deuxième, le combat est dirigé contre le capital national et l'économie petite bourgeoise.

Durant les deux étapes, la composition sociale du pouvoir change et évolue vers la dictature du prolétariat.

La distinction durant les deux étapes entre la contradiction principale et les contradictions secondaires est d'autant plus importante que la première se résout de manière violente et les secondes par la voie pacifique.

Cela est dû au fait que la nature prolétarienne du pouvoir est prédominante et que la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie pauvre, est la force de direction et d'orientation.

2. La transformation de l'économie petite-bourgeoise en économie collectivisée s'opère par la conviction et par l'exemple de l'alternative socialiste.

Il n'y a pas de barrières entre les deux étapes. bien au contraire, chaque étape contient des éléments de l'autre.

Mais le caractère général de la formation économique et sociale et les tâches principales diffèrent à chaque étape.

La condition principale du passage d'une étape à l'autre est la réalisation d'une grande mobilisation des masses sous une direction politique et idéologique socialiste, de l'alliance solide entre ouvriers et semi-prolétaires, et du renforcement du rôle du secteur socialiste au niveau économique.

Telles sont les lignes générales du passage au socialisme. Elles montrent que les deux étapes sont distinctes et liées à la fois.

La confusion entre elles conduit dans l'immédiat à l'isolement de la classe ouvrière de ses alliés objectifs, de même que leur séparation mécanique vise à écarter le prolétariat de la direction.

La révolution démocratique et la révolution arabe

L'aspiration des masses marocaines et arabes à réaliser leur unité nationale est une aspiration profonde justifiée par l'histoire de leur longue lutte de libération ; elle est progressiste et va dans le sens de l'histoire.

Les masses ont exprimé cette tendance progressiste en liant toujours la lutte pour leur unité nationale à la lutte contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe.

Le sentiment des masses reflète une réalité objective : la division du monde arabe à l'époque de l'impérialisme renforce le système de domination impérialiste.

L'impérialisme a intégré, par la violence puis par les rapports néo-colonialistes, chaque pays arabe au marché impérialiste.

C'est ainsi que l'impérialisme a empêché la création d'un marché national arabe.

L'expérience historique a montré que toutes les directions bourgeoises ont échoué dans la réalisation des aspirations unitaires des masses.

Dans ce cadre, la lutte pour la réalisation de l'unité nationale est une lutte de libération dirigée contre l'impérialisme et les réactions en place, et fait partie intégrante des tâches de la révolution démocratique.

Après leur échec dans la lutte pour l'unité, les bourgeoisies d'état arabes, notamment la bourgeoisie égyptienne, sont passées, pour la plupart, totalement sous la coupe de l'impérialisme.

Elles se sont révélées incapables d'affronter l'ennemi sioniste.

La lutte pour l'unité s'est confondue avec la lutte de classes. Incapable de réaliser l'unité, la bourgeoisie n'utilise plus ce slogan pour lutter contre l'impérialisme et le sionisme, mais pour masquer son exploitation et sa répression des mouvements révolutionnaires arabes.

Le développement inégal des pays arabes impose aux forces révolutionnaires dans chaque pays d'assumer des responsabilités spécifiques répondant aux conditions économiques et politiques qui leur sont propres, tout en se plaçant dans la stratégie de la révolution arabe.

Trois principales régions d'affrontement se sont constituées dans le monde arabe : le Golfe Arabe, l'Est Arabe et l'Ouest Arabe.

Les pays de chacune de ces régions ont en commun des caractéristiques sociales, économiques et politiques dominantes.

- Dans le Golfe Arabe : la division est aggravée par la multiplication des petits émirats inféodés à l'impérialisme. Les plans impérialistes dans cette région, en alliance avec l'Iran et l'Ara-

bie Séoudite - armés jusqu'aux dents - visent à écraser les forces révolutionnaires et à maintenir la population dans l'arriération sociale et économique.

- Dans l'Est Arabe : cette région se caractérise par la domination politique de la bourgeoisie d'état, l'impact décisif de la question palestinienne dans l'évolution de la lutte des classes, le danger permanent provenant d'Israël, et les plans impérialo-sionistes visant à liquider les forces de la révolution arabe.

- Dans l'Ouest Arabe : malgré la différence dans la nature sociale des régimes en place, l'importance géographique de cette région est telle que l'impérialisme lui accorde une place de premier plan dans sa stratégie méditerranéenne.

L'unité de la lutte dans ces régions complète et renforce l'unité de la révolution arabe à tous les niveaux.

La menace sioniste, l'interaction des situations dans le monde arabe, la collusion de la réaction arabe et de l'impérialisme imposent aux forces révolutionnaires arabes d'unifier leurs rangs et leurs luttes.

La révolution démocratique et les forces politiques

Le dénominateur commun des partis politiques bourgeois dans notre pays, malgré leurs contradictions apparentes et leurs différences idéologique et politique, est qu'ils projettent tous l'instauration d'un capitalisme d'Etat.

Il est appelé « égalitarisme » par l'Istiqlal, « socialisme » par l'U.N.F.P. et « socialisme scientifique » par le P.P.S. Ces partis cherchent la nationalisation des secteurs-clés de l'économie et la réalisation d'une réforme agraire touchant la grande propriété, afin d'élargir le marché intérieur.

Leur objectif se limite à développer les intérêts de la moyenne bourgeoisie et à résoudre la crise du système de domination impérialiste pour une certaine période.

Ce programme ne reflète pas les véritables intérêts de la moyenne et de la petite bourgeoisie qui sont objectivement antagoniques avec ceux de l'impérialisme et de la bourgeoisie compradore.

Ce programme met en évidence l'absence de parti prolétarien, seul capable de proposer l'alternative révolutionnaire et de gagner ces forces, sous sa direction, dans la perspective de la Révolution Nationale Démocratique.

Ce qui distingue ces partis les uns des autres, c'est leur « ligne politique ». De ce point de vue, ils se partagent en deux tendances : l'une monarchiste et libérale et l'autre républicaine et blanquiste.

Toutes les forces politiques font partie de la première à l'exception d'une aile de l'U.N.F.P. qui constitue la seconde.

Cette dernière, malgré sa position radicale par rapport au pouvoir autocratique, n'a pas encore les caractéristiques démocratiques révolutionnaires qui devraient se traduire par l'appui sur les masses comme force stratégique principale pour abattre le régime en place.

Les rapports de cette aile avec les masses restent épisodiques et réperdent à des buts tactiques. Cependant, la base de cette aile, qui est celle de l'U.N.F.P. en général, constitue un potentiel révolutionnaire qui se radicalise progressivement.

A l'intérieur des forces réformistes monarchistes, il convient de distinguer particulièrement la direction de l'U.M.T. [le syndicat Union Marocaine du Travail] qui n'a aucune assise de classe et qui puise toute sa force politique de sa position au sein de l'appareil bureaucratique du syndicat.

Durant les phases de développement des luttes ouvrières, elle accourt au secours du pouvoir et participe même à la répression des travailleurs.

Ces précisions étant faites, voyons comment se dégage la position juste vis-à-vis des forces politiques à partir de la stratégie de la révolution nationale démocratique.

Ces forces ne sont pas concernées par le mot d'ordre du front démocratique révolutionnaire. Ce mot d'ordre s'adresse aux forces révolutionnaires qui s'appuient continuellement sur le mouvement de masse.

Le front démocratique révolutionnaire suppose un accord sur le programme et sur son application. A cet égard, les points d'accord sur les questions de tactique et de stratégie sont presque inexistants.

Dans leur rapport avec ces forces, les efforts des militants marxistes-léninistes doivent tendre à les gagner aux côtés des masses et à les rallier constamment à la lutte pour l'élargissement du front de l'opposition militante.

L'unité dans la lutte à la base, sur des objectifs immédiats, est la voie juste pour accélérer la radicalisation des militants de ces partis et défendre les intérêts des masses populaires.

La lutte idéologique et la critique politique, associées à la pratique unitaire à la base, contribuent d'une part à renforcer les luttes populaires et à influencer sur les contradictions internes aux partis politiques d'autre part.

Parmi les forces de l'opposition, l'adversaire le plus dangereux qu'affronte le MM-L est la bureaucratie syndicale à cause de son rôle de véritable agent du pouvoir au sein de la classe ouvrière.

Cet adversaire doit être la cible de notre propagande politique et idéologique.

L'expérience du mouvement révèle que la dénonciation de la bureaucratie passe par la mobilisation des travailleurs dans des luttes concrètes où ils font par eux-mêmes l'expérience du caractère saboteur et perfide de la bureaucratie.

III. LE PARTI

Les bases historiques et objectives de la direction de la Révolution nationale démocratique par la classe ouvrière

Dans notre pays dominé par l'impérialisme et la bourgeoisie compradore, deux forces s'affrontent pour la direction de la révolution nationale démocratique : la bourgeoisie et le prolétariat.

L'expérience des luttes de libération nationale, y compris celle de notre pays, a prouvé que la direction bourgeoise est non seulement incapable de parachever les tâches de la révolution nationale démocratique, mais qu'elle pouvait la renier et la faire avorter.

La lutte de libération contre l'impérialisme et la classe compradore est de par sa nature une lutte nationale et démocratique. Elle ne pourra s'accomplir au Maroc et atteindre son objectif que si elle s'inscrit dans le cadre de la révolution arabe et dans une perspective socialiste. Une telle tâche ne peut être assurée que par une direction prolétarienne.

La faiblesse de la classe ouvrière dans notre pays ne remet pas en cause sa mission historique de direction de la révolution.

La théorie qui nie la nécessité de la direction prolétarienne de la R.N.D., sous prétexte que cette révolution concerne toutes les classes populaires et notamment la paysannerie, et pas seulement le prolétariat qui ne constitue qu'une minorité dans la société, est une théorie bourgeoise erronée.

Au Maroc, la paysannerie, la paysannerie pauvre en particulier, constitue la large base de la révolution et sa force principale.

Comme la classe ouvrière, elle est doublement opprimée par l'impérialisme et la classe dominante.

Elle a donc un intérêt certain dans la réalisation de la R.N.D. qui est en dernière analyse une révolution agraire.

Cependant, la paysannerie, et même la paysannerie pauvre, ne peut jouer le rôle d'avant-garde de la révolution à cause de son éparpillement et de son attachement à la propriété privée qui risquent de la faire retomber sous la domination de la bourgeoisie.

Mais cela n'exclut pas pour autant sa lutte sous la direction de la classe ouvrière.

La libération de la paysannerie et son évolution dépendent de sa disposition à lutter sous la direction de la classe ouvrière.

La direction de la R.N.D. par la classe ouvrière ne dépend pas de la quantité numérique de celle-ci, notamment dans un pays dominé comme le Maroc, mais de sa conscience politique, de la force de son organisation et de sa capacité à regrouper et à diriger les larges masses et notamment la paysannerie.

La classe ouvrière bénéficie, pour jouer ce rôle, de ses liens avec la paysannerie pauvre.

En effet, la majorité des ouvriers sont issus de cette couche. Elle est donc capable de faire correspondre ses intérêts immé-

diats à ceux de l'ensemble des masses populaires et de faire fusionner la lutte pour son émancipation avec la lutte nationale démocratique.

La direction de la classe ouvrière est d'autant plus importante que les intérêts des paysans pauvres, qui forment les plus larges masses de la paysannerie, ne sont pas en contradiction avec ceux auxquels vise la construction du socialisme sous la direction prolétarienne.

C'est masquer le maintien de la direction bourgeoise sur le mouvement des masses, entraver la libération de la classe ouvrière et aller à l'encontre des intérêts du peuple que de douter de la nécessité de la direction prolétarienne de la révolution.

L'ouvriérisme qui considère que la seule classe ouvrière est révolutionnaire et radicale dans l'étape de la RND confondant ainsi cette étape avec celle de la révolution socialiste, et rejetant par là-même son rôle d'avant-garde dans la lutte de libération nationale, est également une tendance erronée. Elle est au fond le second aspect de la théorie bourgeoise.

Il est juste que la classe ouvrière et son parti doivent à toutes les étapes assurer leur indépendance idéologique, politique et organisationnelle par rapport aux autres classes.

Remettre en cause cette indépendance, masquer les différences de classe, ne pourra qu'encourager la domination de la bourgeoisie et contrecarrer la marche libératrice des masses populaires.

Dans la situation actuelle au Maroc, il y a interpénétration des intérêts de plusieurs classes progressistes dans la réalisation de la RND.

Ceci implique une liaison entre la libération de la classe ouvrière et celle de l'ensemble des masses populaires.

L'avant-garde doit représenter dans ses luttes les intérêts de l'ensemble du peuple, organiser, unir et diriger non seulement la classe ouvrière, mais l'ensemble des classes et couches révolutionnaires, et à leur tête la paysannerie pauvre.

Le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière dans la RND n'est plus en ce sens un mot d'ordre dogmatique dicté par les citations théoriques de principe.

C'est au contraire un mot d'ordre de la classe ouvrière et de son parti révolutionnaire dans leur direction des luttes nationales et sociales de l'ensemble des masses populaires.

La majorité du peuple ne verra la nécessité de la direction prolétarienne que lorsqu'elle s'assurera dans la lutte, que la classe ouvrière et son parti représentent réellement ses intérêts profonds de libération nationale et sociale.

Le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière n'est pas une donnée a priori, mais le résultat des rapports de force réels dans la lutte.

L'isolement de la classe ouvrière des autres classes populaires ne conduit qu'à saboter l'unité des classes populaires, à exclure la classe ouvrière de la lutte de classe réelle.

Le rôle du Parti révolutionnaire, ses relations avec la classe ouvrière et les masses

1. La lutte d'émancipation de la classe ouvrière vise à détruire le pouvoir en place et à instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans pauvres.

Dans cette lutte, la classe ouvrière et ses alliés affrontent une classe dominante organisée, disposant de tous les moyens de répression pour sauvegarder son pouvoir. C'est pourquoi la

Révolution est un long processus de luttes économiques, politiques, idéologiques et militaires.

Spontanément, les masses ne peuvent réaliser leur cohésion et aller de l'avant vers l'organisation et la prise du pouvoir.

C'est pour cette raison que la construction du parti prolétarien est une nécessité historique dictée par la lutte des classes ; il permet d'organiser le potentiel révolutionnaire des masses laborieuses, de les libérer de l'influence de l'idéologie bourgeoise et d'affronter la classe au pouvoir et son appareil répressif.

Dans le cas présent le rôle du parti consiste à :

- alimenter les luttes des masses à toutes les étapes de l'évolution du processus révolutionnaire ;
- élever le niveau de leur potentiel organisationnel et politique ;
- préparer la violence révolutionnaire des masses pour la prise du pouvoir, la violence étant la forme principale de lutte durant toute l'étape historique.

2. Dans l'immédiat, la tâche historique de la classe ouvrière n'est pas la construction du socialisme mais la réalisation de la R.N.D. sous sa direction.

La classe ouvrière n'est pas la seule à avoir intérêt à la réalisation de ce changement révolutionnaire, même si elle est la seule classe radicale jusqu'au bout.

La classe ouvrière doit lutter pour la direction de la R.N.D. dans une perspective socialiste à long terme car la bourgeoisie nationale qui lutte contre le même ennemi tente également d'arracher la direction de cette lutte pour la limiter à ses intérêts propres.

Le décalage entre l'étape socialiste et l'étape démocratique, et l'interpénétration des intérêts des classes nationales, facilitent

l'utilisation par les classes bourgeoises de la lutte spontanée, combien même radicale, de la classe ouvrière, si cette lutte ne s'insère pas dans une perspective socialiste.

Les conditions objectives de cette utilisation, qui existent au sein et en dehors de la classe ouvrière, sont :

- l'infiltration et la persistance de séquelles de l'idéologie bourgeoise provenant de l'origine petite bourgeoise d'une partie de la classe ouvrière,
- l'influence de l'environnement bourgeois.

Le rôle du parti révolutionnaire est d'assurer l'indépendance idéologique, politique et organisationnelle de la classe ouvrière, de développer son rôle objectif d'avant-garde de la R.N.D. et de gagner des alliés à la révolution.

Il suppose la connaissance permanente du sens de la lutte en cours contre les différentes classes et tendances, la liaison permanente entre la lutte pour la R.N.D. et la lutte pour le socialisme.

Il ne doit pas se limiter à affronter l'infiltration de l'idéologie bourgeoise dans les rangs de la classe ouvrière, mais agir en direction des forces bourgeoises pour qu'elles appuient les choix radicaux de la classe ouvrière, et être à même de renverser les rapports de force et de pousser les forces bourgeoises vers la voie révolutionnaire.

3. La classe ouvrière n'est pas un groupe homogène ayant les mêmes intérêts et le même niveau de conscience révolutionnaire.

Elle est le reflet de l'évolution historique, du niveau de division du travail social et de développement des forces productives.

Il y a donc différence d'intérêts et de niveau de conscience révolutionnaire entre les différentes couches de la classe ouvrière.

Néanmoins, cette différenciation ne remet pas pour autant en cause l'unité d'objectif entre ces différentes couches bien au contraire elle la confirme en tant que base de la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Le parti révolutionnaire doit représenter et éduquer la classe ouvrière dans le sens de ses intérêts historiques. Son rôle se résume en deux tâches essentielles :

- être le noyau dirigeant du mouvement des masses,
- être l'éducateur collectif de la classe ouvrière et des masses.

Pour clarifier le rôle du Parti, il est nécessaire d'analyser sa relation dialectique avec la classe ouvrière et les masses.

Le parti n'a pas d'intérêts distincts de ceux de l'ensemble de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il ne la remplace pas et qu'il ne fait pas la révolution à sa place.

Le parti révolutionnaire n'est pas un parti blanquiste qui fait la révolution en dehors des masses.

Sa tâche principale est de préparer la classe ouvrière et les masses à se libérer par et pour elles-mêmes.

Pour jouer ce rôle de manière efficace et juste, le parti doit combattre le spontanéisme et l'élitisme.

Cette lutte se base sur les principes : « la ligne de masse » et « apprendre des masses » ce qui signifie :

- regrouper les idées des masses, éparpillées et non coordonnées, les résumer, les formuler à nouveau à la lumière de la théorie marxiste-léniniste, les diffuser et les généraliser au

sein des masses pour qu'elles en fassent leurs idées propres, les soutiennent et les traduisent en actes : les vérifier à nouveau au cours de l'action des masses, les résumer à nouveau, les formuler ...

Ce principe ne signifie pas s'arrêter à la conscience et aux idées des masses, mais partir de cette conscience et l'élever au niveau de leurs tâches historiques et objectives, sur la base de la théorie révolutionnaire.

S'arrêter au premier stade, c'est le suivisme par rapport au mouvement des masses, c'est faire jouer à l'avant-garde un rôle opportuniste au sein du mouvement des masses.

Quant au second aspect, c'est-à-dire apprendre aux masses sans apprendre d'elles, sans connaître leurs positions, sans prendre en considération leurs intérêts immédiats et leurs dispositions réelles, c'est s'ériger en élite.

Cela conduit l'avant-garde à tomber dans des positions opportunistes, élitistes, éloignées de celles des masses. Ces deux erreurs isolent le parti des masses.

-le parti est responsable devant les masses populaires qui sont les principales intéressées par la révolution. Il doit s'engager à leur dire toute la vérité.

Le principe de « franchise à l'égard des masses » est essentiel dans les rapports masses/parti, ce qui signifie que le parti doit s'engager à faire connaître aux masses ses erreurs et ses fautes. Le parti n'est pas infaillible.

La construction interne du parti

Dans les conditions qui sont les nôtres, le parti ne doit pas organiser uniquement l'avant-garde de la classe ouvrière, mais

également d'autres détachements et notamment parmi la paysannerie pauvre et les intellectuels révolutionnaires, à condition qu'ils abandonnent leur situation de classe, adoptent les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière, et se libèrent de l'influence de l'idéologie bourgeoise.

Cela ne provient pas uniquement de la faiblesse numérique de la classe ouvrière, mais principalement de la nécessité de l'enracinement au sein des masses.

Pour assurer la direction révolutionnaire de l'ensemble des masses populaires, le parti doit construire ses organisations au sein des masses et couches révolutionnaires.

Le parti doit se structurer, se renforcer, élargir ses rangs par les militants de la classe ouvrière et des masses laborieuses les plus décidés et les plus conscients.

Pour ce faire, il doit participer aux différentes luttes des masses et les diriger progressivement.

Il n'est possible de faire évoluer la conscience des masses et leur organisation qu'au cours de leurs luttes immédiates et de leur expérience quotidienne concrète.

D'autre part, le parti doit toujours rechercher différents styles et formes de lutte lui permettant de rester directement et de manière permanente au contact des masses.

3. L'un des principes essentiels sur lesquels se fonde l'organisation du parti est le centralisme démocratique.

Il est le reflet de la mission du parti, du contenu de ses relations avec la classe ouvrière et les masses, de son style principal de lutte et des conditions réelles et concrètes dans lesquelles il milite.

Le concept de centralisme démocratique n'est pas l'addition de deux termes centralisme et démocratie, mais consiste en une relation dialectique entre les deux formes.

La démocratie ouvrière se base essentiellement sur la solidarité et l'aide mutuelle de toute la classe.

De même la liberté d'un membre du parti s'exerce dans le cadre de l'ensemble de l'organisation et principalement dans l'intérêt de la révolution.

Ce sens s'oppose fondamentalement aux concepts de démocratie, de liberté et de centralisme dans la théorie bourgeoise.

Ce n'est pas le centralisme d'une direction toute puissante contre la volonté de la majorité de l'organisation.

Au contraire, c'est la réalisation d'un centralisme représentant la volonté et les positions de la majorité de l'organisation, reflétant sa pratique avec les masses et décidé par la discussion interne.

Le centralisme est dans ce sens la pratique de la discipline et l'application des orientations de la majorité.

Ce n'est pas non plus une démocratie libérale et anarchique, mais une démocratie permettant la lutte entre opinions différentes à l'intérieur de l'organisation, à condition que la minorité respecte la discipline et applique la décision de la majorité, tout en gardant bien entendu le droit de défendre ses positions en toute liberté à travers les organes internes de l'organisation.

Le parti qui n'est pas une organisation hermétique repliée sur elle-même est inévitablement exposé, de par ses liens avec la classe ouvrière et les masses, à l'infiltration des idées bourgeoises.

Ceci implique une lutte idéologique inlassable à l'intérieur du parti.

La pratique de la critique et de l'autocritique à l'intérieur du parti révolutionnaire est l'une des armes principales pour le débarrasser des erreurs, le renforcer, élever sa capacité de lutte.

Pour que le parti soit plus combatif, la critique doit, tout en évitant tout subjectivisme, dévoiler les erreurs politiques et organisationnelles.

Il s'agit de rectifier les erreurs et non d'en dénoncer les auteurs.

Les cellules et les différentes instances de l'organisation doivent donner une importance particulière aux critiques provenant des masses qui touchent tous les aspects de l'activité militante, les discuter et en adopter les aspects positifs.

Les tâches actuelles dans la construction du parti

Dans l'étape actuelle du développement du Mouvement Marxiste-Léniniste Marocain, de nombreux problèmes se posent.

C'est de leur résolution que dépend la progression de l'enracinement au sein du mouvement des masses. Ces problèmes sont les suivants :

1. Quelle est la tâche à laquelle doit être consacrée la plus grande partie de nos efforts à l'étape actuelle ?

Dans l'étape antérieure, le travail dans la jeunesse scolarisée (étudiants, lycéens) occupait une place importante dans l'activité du mouvement marxiste-léniniste marocain. Cela était naturel pour plusieurs raisons que nous exposerons plus loin.

Ces efforts ont conduit à la direction de ce secteur par notre mouvement à la réalisation de progrès sensibles dans la diffusion et l'élargissement de l'influence de l'idéologie marxiste-léniniste, à la défaite de l'idéologie bourgeoise et de sa ligne réformiste-révissionniste et à la direction des luttes de la jeunesse.

Le développement de la lutte des classes dans notre pays, les tâches qui incombent au mouvement marxiste-léniniste dans la direction du mouvement des masses imposent un saut qualitatif dans la pratique : la mise sur pied de noyaux d'avant-garde du prolétariat ; c'est à cette tâche que doit être consacrée la plus grande partie des efforts du mouvement marxiste-léniniste aujourd'hui.

2. Comment accomplir la tâche d'édification et d'enracinement au sein de la classe ouvrière ?

-Notre tâche principale aujourd'hui est d'axer notre travail sur les principaux secteurs de concentration ouvrière : les mines, les chemins de fer, les ports, le textile, l'émigration.

La constitution de noyaux d'avant-garde du prolétariat ne peut se faire en dehors des luttes économiques quotidiennes de la classe ouvrière.

C'est en les guidant progressivement, en les liant à l'ensemble des luttes des masses laborieuses, que le mouvement marxiste-léniniste pourra transformer qualitativement les luttes ouvrières en luttes politiques révolutionnaires, et construire l'avant-garde prolétarienne.

Le travail de propagande, d'agitation et d'organisation doit non seulement être dirigé vers les couches jeunes, instruites et combatives, mais également vers les éléments qui, quoique non instruits, possèdent une longue expérience et des tradi-

tions prolétariennes profondes acquises pendant la lutte de libération nationale.

La tâche de l'organisation révolutionnaire est de rassembler ces deux couches avancées au cours des luttes de masse, de mettre en relief et de développer leurs expériences positives dans le but de construire l'avant-garde prolétarienne.

3. Comment réaliser l'enracinement dans la paysannerie à l'étape actuelle ?

Diriger la majeure partie de notre force vers la classe ouvrière ne signifie pas, dans cette étape, négliger le travail dans la paysannerie. Au contraire, le mouvement marxiste-léniniste doit fournir des efforts dans ce sens.

De l'évolution qualitative de notre travail au sein de la paysannerie dépend en grande partie la résolution d'une question fondamentale : la violence révolutionnaire.

A cet effet, des tâches préparatoires s'imposent. La jeunesse ayant des attaches à la campagne doit être mobilisée pour faire un travail d'enquêtes dans les régions principales, établir des relations avec les paysans avancés, et leur faire parvenir notre propagande.

Cette tâche servira d'appoint à notre travail au sein de l'émigration dont la majorité est d'origine paysanne et dont les militants sont par conséquent des cadres ouvriers et paysans dans le même temps, capables de jouer, à leur retour dans leur région, un rôle d'édification et d'avant-garde du mouvement paysan.

Ces efforts doivent être organisés dès à présent avec pour but principal à cette étape : assurer une présence dans « les régions d'affrontement » qui connaissent une évolution industrielle agricole avancée et un aiguisement de la lutte des

classes par suite de la prolétarisation accélérée des masses laborieuses et leur appauvrissement continu.

4. Quel est le rôle de la jeunesse et notre rôle en son sein ?

Le mouvement marxiste-léniniste a considéré la jeunesse instruite comme le « détachement tactique » du mouvement des masses.

Ce rôle est le résultat objectif de l'entrée de nombreux fils du peuple dans l'enseignement sous la pression des masses après l'indépendance formelle.

La politique de renvois massifs et de liquidation progressive suivie par le pouvoir, le manque, voire l'inexistence, de débouchés et de possibilités pour poursuivre les études, font du problème de l'enseignement au Maroc un point chaud en effervescence permanente que les étudiants et les lycéens affrontent par des luttes continues.

Cette situation liée à la crise aiguë vécue par les masses laborieuses, a permis de consolider l'unité de lutte entre la jeunesse et les masses populaires.

L'insurrection de mars 1965 en est l'illustration vivante.

La radicalisation des luttes de la jeunesse a coïncidé, notamment à partir des années 65-67, avec les débuts de la faillite de la ligne politique et idéologique des directions petites bourgeoises au Maroc et dans le monde arabe, notamment après la défaite de juin 1967 et le début de la révolution culturelle prolétarienne en Chine.

Toutes ces conditions ont préparé la jeunesse instruite à jouer le rôle de « détachement tactique » de la lutte du mouvement des masses et permis en même temps l'enracinement du mouvement marxiste-léniniste en son sein.

La jeunesse en tant que secteur de masse le plus actif constituait une avant-garde provisoire qui contribuait au développement du mouvement des masses.

A l'étape actuelle, tout en dirigeant ses forces principalement vers la classe ouvrière, le mouvement marxiste-léniniste doit conserver son rôle dirigeant au sein de la jeunesse.

Le poids de la répression du pouvoir contre l'Union Nationale des Étudiants du Maroc et le Syndicat National des Lycéens a entraîné une baisse provisoire de la lutte de ce secteur. Mais cela ne met pas fin à la lutte de la jeunesse et à sa radicalisation. Les dernières luttes l'illustrent clairement.

Elles montrent également que le succès dépend de la capacité du MM-L à adopter des formes de lutte adaptées aux conditions de la clandestinité.

Le MM-L doit orienter les luttes de la jeunesse et les lier à celles de l'ensemble des masses populaires et former un grand nombre de militants disposés à se consacrer entièrement à la lutte politique et au travail au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie.

5. Quel est le rôle des organisations de masse et comment travailler en leur sein ?

Les organisations de masse jouent un rôle essentiel dans l'organisation des masses, le renforcement de leur unité et le développement de leur conscience politique. C'est par leur intermédiaire que les plus larges masses apprennent par elles-mêmes à élaborer leurs revendications professionnelles et à les défendre dans un cadre unique et collectif.

Elles apprennent par là-même à s'organiser, elles prennent conscience de leur force face à l'ennemi immédiat et au pouvoir.

Les organisations de masse sont un moyen essentiel pour connaître la vie des masses, leur état d'esprit, leur disposition à la lutte.

La nécessité de travailler en leur sein, de renforcer leurs rangs, de respecter leur indépendance et leur ligne de masse, sont des tâches essentielles qui se posent au MM-L.

Dans l'expérience de notre pays, les organisations de masse, et notamment l'U.N.E.M. et l'Union Marocaine du Travail. représentent des concentrations de masses organisées où l'idéologie et la direction petite bourgeoise sont prépondérantes.

Concernant l'U.N.E.M., la gauche a réussi, après quatre années de lutte, à vaincre la domination absolue de la direction petite bourgeoise. Elle a également pris l'initiative de créer le Syndicat National des Lycéens.

Concernant l'U.M.T., le travail en est à ses débuts. Il reflète notre degré de présence dans la classe ouvrière. Dans ce cadre, il est nécessaire de préciser que :

-le M.M.-L. considère l'UMT comme la seule organisation syndicale de masse de la classe ouvrière. Il combat toutes les formes de division de l'unité de la classe ouvrière. C'est là un principe essentiel.

-au niveau pratique, il est possible que nous soyons contraints de travailler provisoirement au sein de l'Union Générale des Travailleurs Marocains dans le cas d'une présence de masse des ouvriers dans un secteur précis. Cette position est tactique et vise à convaincre les ouvriers de s'organiser au sein de l'UMT.

-la lutte contre la bureaucratie dans l'appareil de l'UMT doit être menée sur la base d'un programme de combat pour mobiliser la classe ouvrière, dénoncer la bureaucratie et la démas-

quer. L'agitation inutile et la lutte superficielle coupée de la lutte de la classe ouvrière doivent être évitées.

- l'effort principal à cette étape doit être porté sur la constitution des comités de lutte dans les usines en tant que noyaux organisés pour diriger la lutte syndicale et se charger de la propagande politique dans la classe ouvrière. Cela n'écarte pas la possibilité de prendre des responsabilités dans l'appareil syndical chaque fois que les conditions de soutien des masses le permettent.

6. Comment constituer les comités de lutte et quel est leur rôle?

La constitution de comités, principaux et de base, dirigés par l'organisation politique est une tâche essentielle dans l'édification du parti. Ces comités constituent les liens directs entre l'organisation et les masses parmi lesquelles ils diffusent la propagande révolutionnaire.

La différence entre comités principaux et comités de base n'est pas qualitative quant aux conditions d'adhésion. Les comités principaux comprennent les meilleurs militants des comités de base, ceux qui sont avancés au niveau de la conscience et de la lutte.

Les militants des comités principaux dirigent les comités de lutte et se chargent de leur formation théorique et politique. Ce n'est pas par contrainte, mais par une discipline librement consentie, fruit de leur pratique concrète, qu'ils appliquent les décisions de l'organisation politique.

D'autre part, ils contribuent à l'enrichissement et la rectification de la ligne politique et de la pratique de l'organisation de manière indirecte, à travers leur travail quotidien avec les masses, et à travers la discussion et la critique de cette ligne.

La relation entre les comités de lutte et les organisations de masse ne se distingue pas de la relation entre l'organisateur politique et les organisations de masses.

Le rôle des comités dans les organisations de masse est un rôle de direction de toutes les activités de celles-ci et d'élévation du niveau de conscience politique et idéologique des masses.

Enfin, ils tirent leurs propositions, mots d'ordre et formes de lutte, de leur travail militant avec les plus larges masses, ils respectent et appliquent les décisions de la majorité des masses.

7. Comment construire une organisation révolutionnaire d'avant-garde ?

La construction de l'organisation n'est pas une question purement technique, elle est étroitement liée à la définition de notre ligne politique dont elle constitue la traduction pratique et concrète.

L'expérience concrète des partis communistes révolutionnaires et notre propre expérience montrent qu'une des conditions essentielles dans la construction d'une organisation d'avant-garde est la préparation d'une structure de révolutionnaires professionnels. La base de cette structure au sein de l'organisation doit être :

-qu'ils doivent émerger de la lutte des masses populaires et remplir les conditions de conscience élevée, d'expérience et de pratique révolutionnaires; sans organisation révolutionnaire regroupant l'avant-garde du prolétariat et des masses laborieuses, les révolutionnaires professionnels deviendraient un simple appareil bureaucratique en marge du mouvement des masses quand ils ne constitueraient pas un frein à son évolution.

LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

Il n'y a pas de contradiction de classe qui n'ait été résolue au cours de l'histoire sans violence. Les classes dominantes disposant de la force armée n'abandonnent jamais le pouvoir sans violence.

Dans la plupart des cas, ce sont elles qui les premières utilisent la violence contre les masses qui se trouvent alors contraintes, pour se libérer, de répliquer à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire.

La contradiction entre l'impérialisme et la classe dominante au Maroc d'une part, et l'ensemble des masses laborieuses d'autre part, ne peut être résolue que par la violence révolutionnaire.

Toute voie réformiste parlementaire dans le cadre de la dictature du régime en place ne conduit en fin de compte qu'au maintien de la structure de classes existante.

La forme de violence petite bourgeoise dans notre expérience au Maroc, et notamment depuis 1958, n'est qu'une variante de la ligne réformiste. Elle reflète la révolte et l'impatience de la petite bourgeoisie face à l'échec de l'attentisme réformiste.

Dans le cadre de la stratégie réformiste, cette forme de violence, de courte haleine et isolée des masses, a été utilisée durant toute cette période, comme moyen de pression en vue de négociations avec le pouvoir ou, dans le meilleur des cas, pour miser sur un hypothétique coup d'état d'option indéterminée.

La cause du suivisme et de l'échec de la violence petite bourgeoise provient de son incapacité, étant donné sa position de

classe, à mobiliser le mouvement des masses et à en faire la force principale et décisive dans le triomphe de la révolution.

Dans une telle perspective, les masses font figure de simples spectateurs, faisant confiance à « une élite entraînée et organisée ».

Le Maroc et l'éventualité de coup d'état

Toutes les tentatives de coup d'état ne peuvent sortir du cadre des deux hypothèses suivantes :

- ou bien un coup d'état organisé par l'impérialisme, qui met fin à l'autocratie au pouvoir et met en place un régime militaire, donnant les garanties nécessaires au maintien des intérêts de l'impérialisme et de la classe dominante. Il ne pourra être dans ce cas que le résultat des contradictions secondaires à l'intérieur de la classe dirigeante. Il ne pourra rien changer à la contradiction principale, ni aux tâches qui se posent aux masses et aux forces révolutionnaires dans le but de réaliser la R.N.D.

-ou bien un coup d'état petit bourgeois qui a peu de chances de réussir étant donné l'importance des forces droitières au sein de l'armée et la nature contre-révolutionnaire de celle-ci. Le succès d'un tel coup d'état renforcerait une nouvelle bourgeoisie.

Cette dernière se trouverait très vite, du fait de la domination impérialiste, des limites de ses contradictions avec l'impérialisme et de son isolement des masses, dans la mouvance de la nouvelle réaction, associée progressivement à l'impérialisme et se transformant ainsi en ennemi du mouvement des masses.

La seule voie pour abattre l'impérialisme et la classe dirigeante, et garantir la réussite de la R.N.D. dans une perspective socialiste, ne peut être que celle de la violence révolution-

naire des masses et principalement les masses paysannes sous la direction de la classe ouvrière.

La forme stratégique de la violence révolutionnaire est déterminée par les données nationales concrètes, la formation sociale et le niveau de la lutte des classes au Maroc.

Dans notre pays, dominé par l'impérialisme, où les nouveaux colons forment la base de la classe dirigeante, où les paysans opprimés constituent les larges masses de la révolution et le plus sûr allié de la classe ouvrière, la forme stratégique de la violence révolutionnaire au Maroc ne peut être que celle d'une guerre populaire de longue haleine.

Il est évident que la révolution au Maroc a ses spécificités et ses lois propres, qui dépendent des conditions de l'évolution de la lutte des classes et l'influence de la situation arabe et internationale.

La connaissance de ces spécificités dépend essentiellement de la connaissance de la nature des luttes en cours, de celle de l'ennemi et de ses points forts et faibles, de la connaissance des formes de lutte utilisées par les masses dans leurs luttes quotidiennes, de l'expérience et des traditions acquises durant la lutte armée nationale au Maroc, de la connaissance précise des caractéristiques géographiques et naturelles de notre pays et également de l'expérience des autres peuples.

La guerre populaire armée prolongée n'est pas le fait d'une « minorité de héros » mais des masses populaires elles-mêmes.

Elle ne peut se déclencher, se prolonger et réussir sans être l'aboutissement d'une lutte effective des masses.

Cela ne remet pas pour autant en cause le rôle de l'organisation révolutionnaire dans la préparation et l'organisation de la violence des masses, mais au contraire le rend nécessaire.

Le rôle de l'organisation révolutionnaire doit être essentiellement de se baser sur la maturité et la disposition des masses, pour organiser et diriger leur lutte armée violente.

La lutte politique et la lutte armée ne sont pas deux étapes séparées complètement l'une de l'autre. Le rôle de l'organisation aujourd'hui est de diriger la lutte politique des masses, et dans le même temps de se préparer à entreprendre la guerre populaire.